Après les succès de l'AfD en Allemagne : quel est le potentiel des contre-pouvoirs ?

Peter Wahl

Les succès électoraux de l'AfD lors des élections régionales en Saxe-Anhalt, en Mecklembourg-Poméranie occidentale et à Berlin constituent le point culminant préliminaire d'une évolution qui dure depuis longtemps. Dès les élections fédérales anticipées de février 2025, le parti avait déjà réussi à plus que doubler son score par rapport à 2021 et à devenir la deuxième force politique derrière la CDU. Lors des élections régionales du Bade-Wurtemberg et de Rhénanie-Palatinat en mars 2026, il a également doublé son score. Même à Berlin – un environnement métropolitain qui lui est pourtant difficile –, il est passé de 9,1 % à 15,3 % et est devenu la troisième force politique. Il est également remarquable que, lors des trois élections de septembre, le taux de participation ait nettement augmenté, la grande majorité des anciens abstentionnistes ayant voté pour l'AfD.

Au niveau fédéral également, l'AfD est actuellement, selon les sondages, le premier parti avec 28 %, loin devant la CDU/CSU[1] qui recueille 20 %.

Pourtant, Friedrich Merz s'était présenté au poste de chancelier en 2025 avec pour ambition de réduire par moitié les scores de l'AfD. Au lieu de cela, la CDU est tombée sous la barre des 5 % en Mecklembourg-Poméranie occidentale et, pour la première fois de son histoire, n'est plus représentée dans le parlement d'un Land. Elle a également essuyé des défaites cuisantes à Berlin et en Saxe-Anhalt. 83 % de la population allemande se déclare insatisfaite du chancelier Merz – le taux le plus bas jamais enregistré pour un chancelier. Il est tout à fait possible que les jours de Merz en tant que chancelier soient comptés.

Le déclin de la social-démocratie se poursuit sans relâche et prend parfois des proportions existentielles, comme en témoignent par exemple les 5,5 % obtenus lors des élections dans le Bade-Wurtemberg. À l'Est, le Parti de gauche fait également partie des perdants. Or, il y avait autrefois ses bastions et y obtenait des résultats de l'ordre de 20 %.

La stratégie du '*mur-coupe-feu*' a échoué[2]

La crise du système politique en Allemagne a atteint une nouvelle dimension. La montée en puissance de l'AfD s'accompagne d'un processus de désagrégation du soi-disant « centre », constitué de la CDU, du SPD et des Verts. L'époque où le pays était considéré comme un îlot de stabilité politique est terminée. Ni la mobilisation de centaines de milliers de personnes dans les rues, ni l'isolement au niveau des partis politiques – qui bénéficiaient d'un soutien médiatique massif – n'ont pu freiner la montée de l'AfD. La stratégie dite du « mur coupe-feu », c'est-à-dire l'exclusion conflictuelle de l'AfD du spectre politique défini comme démocratiquement admissible, n'a pas fonctionné. On a même réclamé à maintes reprises, et on continue de le faire, l'interdiction du parti.

Aussi douloureux que cela puisse être, il est temps d'admettre que le « business as usual », c'est-à-dire la simple poursuite d'une stratégie qui a échoué, ne fera que renforcer davantage l'AfD.

---

[1] La CSU est l'aile bavaroise des chrétiens-démocrates. Elle est incluse dans ce qui suit lorsque l'on parle de la CDU au niveau fédéral.

[2] La métaphore 'mur-coupe-feu' correspond dans les débats en France à peu près au ‚*cordon sanitaire*'.

L’une des principales raisons à cela réside dans le fait que, dans le cadre du scrutin proportionnel, la formation de gouvernements excluant l’AfD devient de plus en plus compliquée. Alors qu’auparavant, des coalitions à deux partenaires suffisaient pour former un gouvernement stable, des alliances à trois, voire quatre partis, sont désormais nécessaires. Mais cela accroît également les contradictions politiques et idéologiques au sein d’un gouvernement de coalition. L’échec prématuré de la coalition « feu tricolore » entre le SPD, les Verts et le FDP sous le chancelier Scholz en 2025 en est un exemple spectaculaire. Les contraintes liées à la coalition entraînent inévitablement des compromis très importants. Cela entraîne à son tour trois conséquences très problématiques :

a. cela efface le profil spécifique des partis et donne aux électeurs l’impression d’un cartel uniforme,

b. cela confère à l’AfD l’image du seul parti d’opposition important,

c. les compromis nécessaires au sein d’une coalition très large réduisent la capacité d’un gouvernement à résoudre les problèmes, favorisent l’accumulation des problèmes et la stagnation, et aggravent ainsi les crises.

Tout cela attire davantage d’électeurs vers l’AfD. Il est donc nécessaire de mener une réflexion stratégique sur les pistes permettant d’apporter une réponse émancipatrice à cette nouvelle situation.

Le message de la victoire électorale du Parti de gauche

Un premier élément en fournit la victoire électorale de *Die Linke* à Berlin, avec ses 25,7 % de voix – un score surprenant. C’est le double du résultat obtenu lors des élections précédentes ! C’est un signe d’espoir en ces temps difficiles.

Ce qui est particulièrement important pour notre réflexion, c’est que ce succès a été obtenu avant tout grâce à l’accent mis sur les questions sociales. En effet, la socialisation des grands groupes immobiliers était au cœur de sa campagne électorale. Compte tenu de la situation dramatique sur le marché du logement – mot-clé : gentrification –, les loyers sont devenus pratiquement inabordables pour une famille de salariés aux revenus moyens.

Le Parti de gauche a ainsi mis fin à l’idée que l’AfD, présenterait le seul grand problème. De plus, il a adopté une position autonome vis-à-vis des partis du centre et n’apparaissait plus comme la plus petite composante d’un bloc dirigé par la CDU. Bien sûr, cela ne signifiait en aucun cas qu’il renonçait à son rejet de l’extrémisme de droite.

Moins spectaculaire, mais allant dans le même sens, la campagne électorale de la ministre-présidente du SPD en Mecklembourg-Poméranie occidentale. Certes, elle a aussi axé sa campagne électorale sur l’AfD avec le slogan « Moi ou l’AfD ! », mais elle a simultanément pris ses distances avec la direction de son parti, notamment en s’opposant à la réforme néolibérale des retraites prévue par le gouvernement fédéral. Elle a ainsi réussi à limiter son retard sur l’AfD à 2,7 %.

L’AfD est un symptôme, pas la cause du mal

En effet, son essor est le symptôme de causes profondes, au premier rang desquelles figurent les crises multiples du capitalisme, les bouleversements dramatiques en technologies et les risques qui y sont liés, ainsi que les conflits internationaux et guerres de plus en plus dangereux.

À cela s'ajoutent des problèmes spécifiquement allemands, tels que la crise structurelle dramatique du modèle économique et ses conséquences sur les systèmes sociaux, la politique environnementale, l'éducation, la dégradation des infrastructures, les difficultés financières des communes, pour ne citer que les plus importants.

Mais comment le bloc au pouvoir a-t-il réagi jusqu'à présent ? D'une part, il recourt à un développement massif, dans le genre keynésien-militaire, de l'industrie de l'armement, censé compenser, au moins en partie, la perte de compétitivité du secteur civil. Des chars de combat fabriqués par Volkswagen ! Parallèlement, la Bundeswehr est appelée à devenir l'armée conventionnelle la plus puissante d'Europe. Tout cela est orchestré par une militarisation mentale stupéfiante au sein de la classe politique et des médias.

Le deuxième pilier de cette stratégie consiste en un démantèlement radical de l'État-providence, à propos duquel le chancelier affirme : « Nous ne pouvons plus nous permettre ce système »[3]. La compétitivité de l'économie allemande sur les marchés mondiaux doit être regagnée aux dépens des salariés.

Enfin, pour prévenir toute résistance de la part de la société, on recourt de plus en plus à des instruments autoritaires, tels que la restriction de la liberté de la presse et d'expression ou l'élargissement des compétences de la police et des services secrets.

Dans l'ensemble, nous sommes confrontés à un programme extrémiste du centre, qui se révèle de plus en plus être un «extrême centre».[4]

Il n'est donc pas étonnant que le mécontentement de la population augmente et que la confiance dans la politique diminue. Seuls 7 % des personnes interrogées font encore pleinement confiance à la politique. 59 % se replient sur leurs affaires personnelles et près d'un quart se coupent même de l'actualité médiatique. La perception de la crise revêt également un caractère clairement de classe : dans les couches à faibles revenus, 48 % des personnes ont peur de l'avenir, contre seulement 22 % chez les personnes aux revenus plus élevés.[5]

Lorsque, dans ces circonstances, le thème de l'AfD est placé de manière presque monopolistique au sommet de la hiérarchie des préoccupations, cela entraîne une mise à l'écart d'autres questions brûlantes qui sont pourtant importantes, voire existentielles, pour la majorité des gens. L'extrême droite en profite, car, dans la zone de confort d'une opposition sans responsabilité pour des solutions pratiques, elle peut entretenir l'illusion de pouvoir résoudre tous les problèmes.

Le pseudo-front populaire

La stratégie du « mur coupe-feu » a donné à beaucoup l'impression qu'il s'agissait d'une sorte de front populaire antifasciste. On ne l'appelle bien sûr pas ainsi, mais le slogan « Nous, les démocrates » suggère une telle construction. Le succès électoral du Parti de gauche à Berlin a mis à nu la fragilité de cette image. Dès qu'il s'agit d'intérêts capitalistes fondamentaux, c'en est fini du front uni contre l'AfD.

Ainsi, la proposition de socialisation des groupes immobiliers a rapidement déclenché un tsunami de démagogie anti-gauche. L'accusation d'antisémitisme est au cœur de cette polémique. Compte tenu de l'histoire allemande, c'est l'accusation la plus grave que l'on

[3] tagesschau online, 30 août 2026.

[4] Le terme remonte à Tariq Ali (2016) : *The Extreme Center. A Warning*. Londres.

[5] Tous les chiffres de ce paragraphe sont tirés d'un sondage de l'Institut de sondage d'Allensbach. Dans : *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25 septembre 2026, p. 8.

puisse porter contre quelqu'un. À l'origine, il s'agit de faire taire toute critique à l'égard des violations massives du droit international et des droits de l'homme commises par Israël. Mais aujourd'hui, Auschwitz est également instrumentalisé pour diaboliser le Parti de gauche. Selon un sondage représentatif, cette stratégie porte certains fruits. Ainsi, 47 % des Allemands estiment que « les positions antisémites ont trop de place » au sein du Parti de gauche berlinois.[6]

La CDU a donc immédiatement déclaré qu'elle ne participerait en aucun cas à une coalition avec le Parti de gauche. Dans la droite ligne de la théorie du totalitarisme de la Guerre froide, selon laquelle '*gauche*' et '*droite*' sont tout aussi mauvaises l'une que l'autre, Die Linke est bannie du consensus démocratique autoproclamé. Le SPD et les Verts berlinois subissent des pressions pour ne surtout pas former de coalition avec Die Linke. De son côté, l'AfD berlinoise a déjà abordé le sujet dans son programme électoral : « Le nombre de délits antisémites et anti-israéliens a atteint un niveau record », proclame-t-elle, et elle impute cela à une prétendue hégémonie d'extrême gauche.[7]

Pourtant, la ligne officielle du Parti de gauche concernant le conflit au Proche-Orient consiste en une critique plutôt modérée d'Israël.[8] Mais certaines branches du parti défendent des positions plus tranchées. La CDU qualifie désormais cela d'attaque contre la raison d'État allemande. À l'heure de la clôture de la rédaction de se texte, les chances de voir se former une coalition avec le SPD et les Verts sont de 60 contre 40. Cependant, Die Linke devra en payer un prix fort si cette coalition voit le jour.

Quoi qu'il en soit, en excluant ainsi le Parti de gauche, la CDU a mis fin à l'idée d'un « front uni des démocrates ».

Y aura-t-il une collaboration entre la CDU et l'AfD ?

Les positions en matière de politique économique, la loyauté indéfectible envers Israël et la ligne agressive à l'égard du Parti de gauche ne sont pas les seuls points communs entre l'AfD et la CDU. Il existe également une grande proximité en ce qui concerne la militarisation matérielle et mentale du pays ainsi que l'acceptation de l'OTAN. En matière de politique migratoire non plus, il n'y a plus de différences substantielles. Il n'est donc pas surprenant que, en Saxe-Anhalt et en Mecklembourg-Poméranie occidentale, ce sujet glisse à l'avant-dernière place (sur sept) parmi les motivations du vote en faveur de l'AfD.[9] Apparemment, le durcissement de la législation en matière d'asile par le gouvernement fédéral – en collaboration avec l'UE – a déjà eu un tel impact que le sujet a perdu de son caractère brûlant.

Pour toutes ces raisons, une minorité de plus en plus importante au sein de la CDU aspire à une coopération avec l'AfD. Pas encore sous la forme d'une coalition, mais par exemple en tolérant un gouvernement minoritaire de la CDU. Il existe toutefois deux sujets très importants sur lesquels l'AfD et la CDU sont très éloignées l'une de l'autre : l'UE et les relations avec la Russie. Ainsi, l'AfD rejette un État fédéral européen centralisé et défend un concept proche de « l'Europe des patries » gaulliste. Si l'intégration venait néanmoins à s'approfondir, elle souhaite se retirer de l'Union. Elle rejette l'euro, car il conduirait à une « union de la dette », et plaide pour le retour au Deutsche Mark, le cas échéant par référendum. Même si la CDU fait partie du groupe des partisans de l'austérité au sein de l'UE et ne

[6] infratest dimap. Dans : tagesschau online, 20 septembre 2026

[7] Programme de l'AfD pour Berlin. p. 16.

[8] Cela s'explique, entre autres, par l'existence au sein du parti d'un courant influencé par les soi-disant « anti-Allemands », issus à l'origine d'un milieu d'extrême gauche, qui justifie fanatiquement les politiques israéliennes.

[9] infratest dimap, sondages post-électoraux. Dans tagesschau online, 6 septembre 2026 et 20 septembre 2026

souhaite pas assumer les dettes d'autres pays, ses conceptions en matière de politique européenne sont si éloignées de celles de l'AfD que tout compromis est ici très difficile.

Ce qui est encore moins compatible avec la CDU, c'est que pour la première fois depuis près de 200 ans, l'extrême droite allemande ne fait pas partie de l'avant-garde dans la confrontation avec la Russie. C'est pourquoi elle plaide non seulement pour la reprise des livraisons d'énergie russes, mais aussi pour une paix de compromis dans la guerre en Ukraine et l'arrêt du soutien à Kiev. À l'inverse, la coalition précédente, mais plus encore l'actuelle, a fait de l'Allemagne le plus grand fournisseur d'armes et bailleur de fonds pour l'Ukraine.

Donc, un rapprochement entre la CDU et l'AfD en matière de politique envers la Russie est actuellement exclu. Pour l'AfD, une part considérable de son électorat, notamment dans l'Est, en dépend. Ainsi, parmi les motivations du vote en faveur de l'AfD en Saxe-Anhalt et en Mecklembourg-Poméranie occidentale, la question de la paix arrive en deuxième position – après les questions sociales.[10] Pour la CDU, en revanche, la simple idée d'entretenir des relations à peu près normales avec la Russie après la guerre d'Ukraine ferait disparaître la justification de la militarisation matérielle et mentale et irait à l'encontre de son objectif consistant à compenser la rupture des relations transatlantiques par un rôle dirigeant en Europe.

Il en résulte qu'un bloc réunissant les conservateurs et l'extrême droite - qui disposerait immédiatement d'une majorité, confortable - n'est pas non plus envisageable pour le présent.

C'est pourquoi la constellation de rapports de force instables va perdurer. La politique émancipatrice gagne ainsi du temps et a la possibilité de construire un pôle autonome, avec la question sociale comme point de cristallisation. Cela serait également attractif pour les franges de la social-démocratie qui cherchent une issue à cette dynamique de déclin.

Les développements récents au sein de la Confédération allemande des syndicats (DGB[11]) montrent que cette perspective n'est pas totalement irréaliste. Ainsi, en septembre, le DGB a organisé dans plus d'une douzaine de villes des manifestations contre le démantèlement de l'État social et les attaques contre les droits des salariés, auxquelles 175 000 personnes ont participé. C'est certes un début très modeste, compte tenu des 5,6 millions de membres du DGB et face aux défis. Mais au vu des liens étroits entre la direction syndicale et le SPD, ainsi que des promesses militaro-keynésiennes selon lesquelles la militarisation peut garantir l'emploi, cela représente plus qu'il n'y paraît à première vue. Alors que la pression liée aux problèmes sociaux s'intensifie considérablement, les syndicats pourront jouer un rôle important dans la création d'un pôle émancipateur.

Perspectives du mouvement de la société civile contre l'extrême droite

Les syndicats ont pris une part active au mouvement de la société civile contre l'AfD. Cela ne doit toutefois pas faire oublier que, lors des élections fédérales de 2025, 22 % de leurs adhérents ont voté pour l'AfD, soit 10 % de plus que lors du scrutin précédent. L'AfD devance ainsi le SPD, qui n'a recueilli que 21 % des voix. Mais ce qui montre toute l'ampleur du désastre du SPD est qu'en 1998, 56 % des syndiqués avaient encore voté social-démocrate. Le Parti de gauche a légèrement progressé avec 10 %, mais n'a pas atteint son meilleur résultat de 17 % obtenu en 2009.[12]

[10] Ibid.

[11] Autrement qu'en France, il existe en l'Allemagne un syndicat unitaire comptant 5,6 millions de membres.

[12] Tous les chiffres dans ce paragraphe : Labournet Germany (2025) : *Comment ont voté les syndiqués ?* Dans : express, journal pour le travail socialiste en entreprise et au syndicalisme, n° 2-3/2025.

Les autres acteurs de la société civile ont également adopté une ligne de confrontation avec l'AfD. Beaucoup d'entre eux ont qualifié sans ambages l'AfD de fasciste. S'il existe effectivement au sein de l'AfD un courant issu des milieux néonazis, le parti reste toutefois idéologiquement hétérogène. Il comporte une aile national-conservatrice et une aile néolibérale-nationaliste, à l'image des néoconservateurs américains. Ces deux dernières constituent actuellement la majorité et la direction du parti.

La grande majorité des analyses fondées sur l'histoire et les sciences sociales, y compris celles de gauche ou marxistes, ne considèrent pas l'AfD comme fasciste. Ainsi, une revue théorique marxiste, par exemple, affirme que le parti « ne peut être qualifié de fasciste de manière pertinente ».[13] Le véritable risque résiderait moins dans une dictature ouvertement terroriste que dans la mise en place d'une société autoritaire au service de la gestion des crises capitalistes.

Les électeurs actuels et potentiels de l'AfD ne se préoccupent toutefois pas des théories sur le fascisme. Ce qui les interpelle, c'est un parti et ses dirigeants qui ne ressemblent en rien à l'image qu'ils ont du Führer et de son parti de l'époque de la République de Weimar. À cet égard, la société civile ferait bien de ne pas établir des analogies simplistes entre 1933 et 2026, ce qui nuit à sa crédibilité. Les exagérations chargées d'émotion produisent souvent l'effet inverse de celui escompté. Pour reprendre le bon mot de George Bernard Shaw : « *Le chemin vers l'enfer est pavé de bonnes intentions.* »

Il serait toutefois tout aussi important de s'affranchir d'une approche unidimensionnelle et de prendre en compte le contexte plus large de la crise dans lequel s'inscrit l'AfD. Il est également important pour les mouvements sociaux de se présenter comme des acteurs autonomes et de ne pas donner l'impression d'être les auxiliaires de l'extrême centre. Un mouvement social à travers les thèmes brulants et les classes sociales subalternes est nécessaire. Jusqu'à présent, la mobilisation anti-AfD a été portée en grande majorité par les couches moyennes supérieures, issues pour la plupart du milieu universitaire, pour lesquelles les problèmes « de la fin du mois » sont secondaires.

Conclusion

La situation politique intérieure en Allemagne est très instable, et il est impossible de formuler des pronostics fiables. Des changements inattendus peuvent survenir à tout moment. Les enjeux sont considérables pour tous les acteurs. Dans tous les camps politiques, la stratégie à adopter fait l'objet de débats intenses, souvent controversés et fondés sur des intérêts hétérogènes.

Pour les forces émancipatrices également, la situation est compliquée, mais elle n'est en aucun cas uniquement sombre, comme le montrent les résultats des élections à Berlin. Si l'AfD recueille actuellement 28 % des voix à l'échelle fédérale, cela signifie aussi que 72 % des électeurs ne votent pas pour elle. Même si l'AfD obtient des résultats électoraux supérieurs à la moyenne dans l'Est, il faut tenir compte du fait que la Saxe-Anhalt, et le Mecklembourg-Poméranie occidental ne représentent qu'environ 5 % de l'électorat fédéral. À elle seule, la Rhénanie-du-Nord-Westphalie, où se tiendront l'année prochaine des élections régionales, compte 15 millions d'habitants, soit plus que les cinq nouveaux Länder de l'Est réunis. L'avenir reste donc encore ouvert.

En tout état de cause, les forces émancipatrices sont elles aussi confrontées au défi d'adapter leur stratégie aux nouvelles conditions. Certains éléments ont été esquissés ici :

[13] Wiegel, Gerd (2026) : *De Meloni à Trump : définition conceptuelle et causes de l'évolution de la droite internationale*. Dans : Z-Zeitschrift für marxistische Erneuerung. N° 146, juin 2026, p. 32.

replacer la montée de l’extrême droite dans le contexte global de la crise, faire preuve d’autonomie, y compris vis-à-vis de l’extrême centre, et mener une analyse sobre de l’extrême droite et de ses possibilités. Il y aurait certainement d’autres aspects à prendre en compte. Mais ce qui est déterminant, c’est avant tout de faire preuve d’ouverture pour une adaptation de la propre stratégie aux exigences d’une nouvelle réalité.

Peter Wahl est un des fondateurs d’Attac Allemagne et de son Conseil scientifique. Il était membre du Conseil d’administration de 2000 à 2008 et du Conseil scientifique jusqu’à l’auto-dissolution de celui-ci en 2022.